

# NOTES CONCEPTUELLES

**FAIM ZÉRO**

IV Sommet Mondial des Régions sur la  
Sécurité et la Souveraineté Alimentaires

TEMUCO, CHILE

27 / 28 octobre 2022

ORU FCGAR



## 27 OCTOBRE 2022

- 1 10:00H  
COMBATTRE LA MALNUTRITION CHRONIQUE INFANTILE ET L'ANÉMIE
- 2 11:30 H  
LA PROSPÉRITÉ EN MILIEU RURAL
- 3 12:30H ALIMENTATION ET SANTÉ DE QUALITÉ / AGRICULTURE  
BIOLOGIQUE POUR DES ALIMENTS NUTRITIFS
- 4 16:00H  
PROMOUVOIR LA GASTRONOMIE RÉGIONALE
- 5 17:00H  
PRODUCTION DE PROXIMITÉ ET APPELLATIONS D'ORIGINE
- 6 18:00H  
ÉVITER LE GASPILLAGE ALIMENTAIRE
- 7 18:00H  
LE RÔLE DES COMMUNAUTÉS INDIGÈNES, PAYSANNES ET ORIGINAIRES
- 8 18:00H  
LE TRAVAIL DES FEMMES POUR ASSURER LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

## 28 OCTOBRE 2022

- 9 9:30H  
DU MARCHÉ À LA TABLE. DU PRODUCTEUR AU CONSOMMATEUR
- 10 11:00H  
SÉCURITÉ HYDRIQUE, REBOISEMENT ET AGRICULTURE DURABLE
- 11 16:00H  
SÉCURITÉ ALIMENTAIRE OU SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE ?



## COMBATTRE LA MALNUTRITION CHRONIQUE INFANTILE ET L'ANÉMIE

JEUDI, 27 OCTOBRE 2022 10:00 H

### OBJECTIF

Sensibiliser à la situation de la malnutrition et de l'anémie chez des millions d'enfants et d'adultes dans le monde et affirmer l'importance du travail des gouvernements régionaux pour faire face à ce problème. Dans cette perspective, il est indispensable de lancer un appel à l'action multisectoriel et à multiniveaux, impliquant tous les pays et leurs territoires afin qu'ils puissent développer des programmes et des actions partagés, efficaces, mesurables et réalisables pour venir à bout de ce problème.

### CONCEPTUALISATION

L'éradication de la malnutrition infantile fait partie des engagements internationaux du Programme de développement durable à l'horizon 2030, la malnutrition et les carences en micronutriments étant particulièrement préjudiciables aux enfants de moins de 5 ans, en les rendant vulnérables aux maladies graves et infectieuses, y compris l'anémie, le retard mental et la cécité permanente, tout en causant des troubles physiques et cognitifs tels que le retard de croissance et l'émancipation. La malnutrition et les carences en micronutriments peuvent affecter le fonctionnement cognitif des enfants, les empêchant de réaliser tout leur potentiel à l'école, affectant ainsi leurs futures possibilités d'emploi et de revenu et perpétuant ainsi le cycle de la pauvreté.

La grande majorité des personnes touchées vivent dans des pays en développement, où 12,9 % de la population est sous-alimentée. La malnutrition est responsable de près de la moitié (45 %) des décès d'enfants de moins de 5 ans, soit 3,1 millions d'enfants par an. Un enfant sur quatre souffre d'un retard de croissance. Dans certains pays, la proportion peut atteindre 1 sur 3. La situation en matière de sécurité est encore plus grave dans les pays confrontés à des conflits armés ou dans les régions touchées par des catastrophes naturelles du fait des changements climatiques, comme c'est le cas dans plusieurs régions d'Afrique subsaharienne et d'Asie du Sud-Est et de l'Ouest.

Dans de nombreux cas, ces réalités sont déterminées par les inégalités et les difficultés d'accès à une alimentation saine, aux services publics de santé, à l'éducation et aux services de base tels que l'eau et l'assainissement. Il est essentiel non seulement d'assurer la quantité de nourriture, mais aussi sa qualité. À cet égard, le rôle des prix est important, mais aussi leur disponibilité physique, la promotion et la publicité et l'éducation.



En 2017, la FAO a indiqué qu'un investissement supplémentaire de 267 milliards de dollars par an était nécessaire pour assurer l'éradication durable de la faim et de l'extrême pauvreté. Cet investissement serait axé sur la protection sociale, l'amélioration des biens et des services des pauvres et des personnes vulnérables vivant dans les zones rurales et la promotion des investissements publics et privés dans les pays qui ne pourraient pas surmonter la faim par eux-mêmes.

Il a donc été réaffirmé qu'il était urgent de conjuguer les efforts entre tous les secteurs et à tous les niveaux pertinents, dans le but de mettre en œuvre des stratégies en prenant des engagements menant à des solutions structurelles et pas seulement des stratégies de solution rapide qui traitent à peine les causes immédiates d'un problème en ne touchant que sa surface. À cet égard, le travail des gouvernements centraux n'est pas suffisant. Il est nécessaire d'articuler les politiques générales avec des capacités de mise en œuvre par les gouvernements régionaux et locaux.

Pour bien orienter les actions au cours des dix prochaines années, il convient de réévaluer les résultats obtenus et d'identifier les stratégies qui sont raisonnables et qui ont donné de bons résultats, de les protéger et de les soutenir, et promouvoir de nouvelles politiques uniquement lorsque cela est nécessaire. Cette approche est possible avec discipline et souplesse, mais surtout avec une bonne gouvernance qui respecte le droit à la subsidiarité et qui autonomise les gouvernements de proximité.

## QUESTIONS ET INTERROGATIONS

Quelle est la situation actuelle de la malnutrition et de l'anémie chez les enfants, les jeunes et les adultes dans votre région ?

Quel est le rôle des gouvernements régionaux dans ce domaine?

Quelles mesures, stratégies ou projets sont actuellement mis en œuvre?

Quels ont été les résultats des actions menées?

Quelles stratégies dans le monde ont donné de bons résultats et peuvent être adoptées et promues dans différentes régions ?



## LA PROSPÉRITÉ EN MILIEU RURAL

JEUDI, 27 OCTOBRE 2022 11:30 H

### OBJECTIF

ORU Fogar a toujours misé en faveur du monde rural. Et aujourd'hui, comme cela a été fait au Sommet des systèmes alimentaires des Nations unies, il faut affirmer que la sécurité alimentaire passe par la prospérité rurale. On a mis en garde contre l'importance d'investir davantage dans les exploitations agricoles rurales et dans les petites et moyennes entreprises locales, car elles peuvent contribuer à créer des systèmes alimentaires plus inclusifs, équitables et durables. Il y a donc eu un appel pour que les petits agriculteurs des pays en développement, qui cultivent un tiers de la nourriture consommée dans le monde, reçoivent des "salaires décents".

### CONCEPTUALISATION

Au cours du XXe siècle, et en particulier au cours de ses dernières décennies, l'exode rural vers les villes a marqué la vie de millions de personnes dans le monde. Le manque d'infrastructures, de services et d'emplois qualifiés, en fin de compte, d'attentes d'avenir, incitait les gens à quitter leurs territoires pour aller dans les villes à la recherche de meilleures opportunités. Souvent, ils ont trouvé ces opportunités, mais dans beaucoup d'autres, ils ont été placés dans des taudis où leur pauvreté se consacrait.

Au cours des dernières décennies, l'exode rural massif a contribué à dégrader considérablement la vie de nombreuses villes. Aujourd'hui, la tendance se poursuit et toutes les projections laissent présager que des millions de personnes continueront à migrer des zones rurales vers les zones urbaines. Des instances multilatérales et de nombreux gouvernements assument impassibles ces perspectives. Un monde soucieux de l'environnement, de la durabilité et du bien-être des personnes ne peut se résigner à contempler ce phénomène. Ce n'est que lorsque l'on parle de la question alimentaire que l'on place le sujet dans un cadre différent.

Un environnement rural prospère contribue à un système alimentaire et productif plus durable. Traditionnellement, le monde rural est la source de nourriture. Le négliger, le négliger conduisait à la pauvreté et, éventuellement, à la famine dans les différentes régions du monde. Au contraire, contribuer à la prospérité des zones rurales aide non seulement à fournir de la nourriture dans nos régions, mais aussi à réduire la pauvreté et l'insécurité alimentaire.

Le milieu rural, cependant, est confronté à de nombreux problèmes. La pandémie de coronavirus, associée au changement climatique, a touché les communautés rurales et leur population, en particulier les petits agriculteurs, aggravant leur situation disproportionnée de pauvreté, de faim et d'inégalité.

On estime que plus de 60 % des pauvres de différentes régions travaillent dans l'agriculture et, bien qu'ils produisent une grande partie de la nourriture mondiale, ils restent vulnérables à la faim et ont souvent des difficultés à gagner leur vie dignement. C'est pourquoi nous devons miser sur la prospérité des communautés rurales en protégeant leurs moyens de subsistance et de production.

En soutenant les petites exploitations rurales, on leur fournit, outre de la nourriture, des emplois, des services de production locale, des opportunités et une croissance économique, ce qui crée des sociétés plus stables et plus durables. La croissance économique dans l'agriculture s'est avérée plus efficace pour réduire la pauvreté et l'insécurité alimentaire que dans d'autres secteurs.

Cette organisation nous présente les éléments suivants pour expliquer pourquoi nous devons investir dans les zones rurales et dans l'agriculture de nos régions :

- Réduire la pauvreté et améliorer les moyens de subsistance.
- Nourrir plus de familles.
- Autonomiser les femmes et les filles.
- Améliorer la santé grâce à des aliments nutritifs.
- Créer des emplois et des opportunités pour les jeunes des zones rurales.
- Créer un environnement meilleur et durable.

Ainsi, ORU Fogar demande que le FIDA établisse un plan de travail avec les gouvernements régionaux en tant que gouvernements territoriaux. Nous devons connaître le milieu rural pour pouvoir collaborer à sa prospérité. Les petites familles d'agriculteurs, les communautés autochtones, les producteurs, les femmes et les jeunes ruraux doivent avoir la possibilité de se faire connaître et de partager leurs expériences. Avec l'appui du FIDA, les gouvernements de niveau intermédiaire peuvent concevoir des mesures visant à assurer la participation inclusive des petits producteurs aux marchés locaux et aux centres de distribution.

Enfin, il convient de noter que la prospérité rurale ne passe pas seulement par le développement agricole. Elle passe aussi par de bonnes connexions physiques et technologiques et par des services comparables à ceux des villes sur tout le territoire. Cela concerne essentiellement le secteur public.



## QUESTIONS ET INTERROGATIONS

Comment pouvons-nous éviter l'exode rural? Est-il inévitable comme cela est souvent suggéré dans le débat sur l'agenda mondial?

Quelles sont les infrastructures de base pour retenir la population en milieu rural?

Comment le milieu rural se classe-t-il face à l'attrait de la ville?

Comment se fait-il qu'en cette période de grande renommée de l'approche environnementale, le monde rural continue d'être affecté par tant de préjugés?

Comment pensez-vous que le FIDA, en tant que structure des Nations Unies, devrait travailler avec les gouvernements régionaux?



## ALIMENTATION ET SANTÉ DE QUALITÉ / AGRICULTURE BIOLOGIQUE POUR DES ALIMENTS NUTRITIFS

JEUDI, 27 OCTOBRE 2022 12:30 H

### ALIMENTATION ET SANTÉ DE QUALITÉ

#### OBJECTIF

Partager les bonnes pratiques en matière de qualité des aliments et de contrôle sanitaire tout au long de la chaîne alimentaire. Réfléter et rendre visible l'importance de la qualité des aliments pour la santé des personnes.

#### CONCEPTUALISATION

La qualité des aliments est une question fondamentale à considérer pour les systèmes alimentaires. Ainsi, la qualité est liée aux qualités intrinsèques de l'aliment, à partir desquelles sa valeur peut être jugée. Quand on parle de qualité, on fait référence à l'ensemble des qualités qui sont acceptées par les consommateurs. Les qualités comprennent à la fois celles perçues par les sens, ainsi que les qualités hygiéniques et nutritionnelles.

En ce sens, il est important que, tout au long de la chaîne agroalimentaire, du producteur primaire, en passant par l'industrie alimentaire, les centres de distribution, les marchés et le consommateur final, des actions soient mises en place dans le but de maintenir la qualité des aliments. Le principal exemple des actions menées par les différents gouvernements sont les contrôles et les soins qui sont effectués dans l'industrie alimentaire pour éviter une contamination à grande échelle.

En tant que consommateurs et membres de la chaîne, nous pouvons également influencer la qualité des aliments, par exemple lorsque nous faisons des achats ou lorsque nous rentrons à la maison et stockons les aliments ou les cuisinons pour les consommer.

Dans le prolongement de cela, l'Unité de la sécurité sanitaire et de la qualité des aliments de la FAO soutient le renforcement des systèmes de contrôle de la sécurité sanitaire et de la qualité des aliments aux niveaux national, régional et international. La FAO joue un rôle de chef de file reconnu dans l'élaboration d'initiatives mondiales liées à la sécurité sanitaire des aliments et dans leur traduction en actions au niveau national. Le Programme de sécurité sanitaire et qualité des aliments soutient une approche intégrée et multidisciplinaire de la gestion de la sécurité sanitaire des aliments, ainsi que des solutions holistiques et viables de la chaîne alimentaire aux problèmes de sécurité sanitaire des aliments, comme indiqué dans la Stratégie de sécurité sanitaire des aliments de la FAO pour améliorer la sécurité sanitaire des aliments à l'échelle mondiale. La justification de cette approche est étayée par des données scientifiques.

## AGRICULTURE BIOLOGIQUE POUR DES ALIMENTS NUTRITIFS

### OBJECTIF

Réfléchir aux effets que l'agriculture a actuellement sur les écosystèmes du monde, sur les populations et la qualité de leur alimentation. Assumer des engagements dans le but de réfléchir et d'appliquer des mesures qui réduisent l'impact négatif de l'agriculture sur l'environnement et sur les sociétés, qui favorisent la production et la consommation biologiques au niveau local et régional, et qui renforcent les systèmes alimentaires en devenant beaucoup plus résilients.

### CONCEPTUALISATION

L'agriculture mondiale est arrivée à la croisée des chemins. Au cours des dernières décennies, il a été transformé par les nouvelles technologies, poussant sa productivité à des niveaux toujours plus élevés afin de répondre aux demandes mondiales croissantes. Cependant, cela a eu un impact négatif, non seulement environnemental mais aussi social, avec la dégradation des sols, la perte de biodiversité, la contamination des eaux et des sols, l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre, etc.

À l'heure actuelle, nos sols, notre eau douce, nos océans, nos forêts et notre biodiversité se dégradent rapidement. Le changement climatique exerce une pression encore plus forte sur les ressources dont nous dépendons, augmentant les risques associés aux catastrophes telles que les sécheresses et les inondations. Dans les zones rurales, les femmes et les hommes ne peuvent plus joindre les deux bouts sur leurs terres, les obligeant à migrer vers les villes à la recherche d'opportunités. L'insuffisance alimentaire entraîne également un retard de croissance chez des millions d'enfants en raison d'une malnutrition sévère.

Les écosystèmes du monde entier sont sous pression, menaçant le potentiel de production des ressources naturelles mondiales et compromettant la fertilité future de la planète. Il est clair que nous devons emprunter une nouvelle voie.

La population mondiale devrait atteindre 9,7 milliards d'ici 2050 (Nations Unies, 2019), raison pour laquelle la demande alimentaire est considérée comme un défi mondial majeur. Pour éviter la possibilité de pénuries alimentaires pour la population croissante, des mesures énergiques doivent être prises pour augmenter l'approvisionnement alimentaire mondial et sa disponibilité.

D'où l'importance de l'agriculture biologique. Comme plus de 95% de la nourriture est liée directement ou indirectement au sol (FAO, 2015), il faut considérer que pour atteindre l'objectif Faim Zéro, il est impératif de prendre en compte la santé des sols. On estime que 10 millions d'hectares de terres auparavant fertiles sont devenues inadmissibles à l'agriculture en raison de la dégradation des sols. Les pratiques biologiques telles que l'application de matière organique et des rotations de cultures plus longues et plus diversifiées avec des cultures de couverture et des cultures dérobées peuvent contribuer à réduire l'érosion des sols et à accroître la fertilité. De même, les méta-analyses soutiennent le fait que les champs gérés de manière biologique contiennent des doses plus élevées de matière organique et des communautés microbiennes du sol plus importantes et plus actives, deux indicateurs clés de la qualité du sol.

L'agriculture biologique peut jouer un rôle clé dans l'approvisionnement alimentaire à long terme en offrant une meilleure qualité des sols, ce qui entraîne moins de perte de terres agricoles au fil du temps et une meilleure résilience climatique. Il est temps de repenser la manière dont les aliments sont cultivés, produits et distribués. Bien menées, l'agriculture, la sylviculture et la pêche peuvent fournir des aliments nutritifs à tous et générer un revenu décent, tout en soutenant un développement rural axé sur les personnes et en protégeant l'environnement.

### QUESTIONS ET REQUÊTES

Quelles sont les actions actuellement menées pour atténuer les effets de l'agriculture conventionnelle dans les régions ?

Comment les gouvernements intermédiaires peuvent-ils contribuer au renforcement de l'agriculture familiale basée sur l'agroécologie en s'appuyant sur sa contribution à la sécurité et à la souveraineté alimentaires ?

Quelles actions réussies ont déjà été menées dans les différentes régions du monde face à ce problème qui peut se répéter dans les régions présentes ici ?

Comment les gouvernements intermédiaires peuvent-ils contribuer aux systèmes alimentaires territoriaux avec des alternatives efficaces et durables pour l'agriculture dans les pays ?



## PROMOUVOIR LA GASTRONOMIE RÉGIONALE

**JEUDI, 27 OCTOBRE 2022 16:00 H**

### OBJECTIF

Réfléchir à l'importance de promouvoir une gastronomie régionale durable, quelles sont ses conséquences et comment elles profitent aux sociétés. Penser et planifier des stratégies nouvelles et innovantes qui impliquent globalement tous les acteurs.

### CONCEPTUALISATION

La gastronomie n'est pas seulement l'art de préparer un bon repas, c'est aussi un fait culturel qui identifie un certain territoire. Ainsi, c'est un élément clé dans tout ce qui touche à la sécurité alimentaire, dans la mesure où la cuisine d'un territoire utilise la matière première habituellement cultivée et consommée dans la région. Et c'est que la cuisine typique est généralement composée de plats simples et authentiques qui, avec leur grande saveur et leur histoire, parviennent à attirer l'attention.

La promotion de la gastronomie régionale est un élément fondamental des actions à suivre pour atteindre l'Objectif de développement durable 2 des Nations Unies, Faim Zéro, pour différentes raisons. D'une part, cela profiterait grandement aux économies régionales, à toute la chaîne de production alimentaire de la région et à ses producteurs. Non seulement cela, mais le secteur du tourisme en profite également, qui, ayant une gastronomie de qualité positionnée, dans certains cas - même - dans le monde entier, invite les touristes à la rencontrer dans son lieu d'origine.

D'autre part, la promotion de la gastronomie régionale est un élément clé de l'éducation alimentaire, car elle sensibilise les habitants de la région à l'importance de consommer des aliments bio et locaux, améliorant leur alimentation, leur niveau nutritionnel et donc leur qualité de vie.

C'est ce qu'on appelle la gastronomie durable, qui joue un rôle fondamental dans le développement durable, car elle favorise le développement agricole, la sécurité alimentaire, la nutrition, la production alimentaire durable, la consommation responsable et la conservation de la biodiversité.

La gastronomie durable doit, en effet, s'engager sur la consommation consciente des produits menacés d'extinction, sur la question du gaspillage alimentaire, dans le respect des coutumes culturelles et des traditions alimentaires des territoires.



Il existe un grand nombre d'activités menées pour promouvoir la gastronomie régionale, différents types d'événements, la création de festivals, de conférences, de routes et d'échantillons gastronomiques. Des rencontres sont également organisées où connaissances et recettes sont partagées entre producteurs et des dégustations de produits sont promues auprès des consommateurs. L'un de ses objectifs est de récupérer les savoirs traditionnels et ancestraux, entre autres.

La gastronomie nous offre un moyen de montrer l'authenticité des lieux à travers la nourriture, reconnaissant sa valeur comme moyen de socialisation et espace pour partager la vie des autres et échanger des expériences. Pour cette raison, il est essentiel de créer des initiatives nouvelles et originales pour la promotion de la gastronomie durable dans les régions, en améliorant les propositions de valeur grâce au travail conjoint des gouvernements à différents niveaux, des chefs, des producteurs agricoles, des entrepreneurs alimentaires, des organisations internationales et de tous les acteurs impliqués d'une manière ou d'une autre.

Les gouvernements régionaux peuvent être, sans aucun doute, un acteur clé dans toute cette dynamique.

### QUESTIONS ET REQUÊTES

Quelles sont les actions menées pour promouvoir une gastronomie durable ? Sont-ils efficaces ? Qu'est-ce qui pourrait être amélioré ?

Quelle proposition de valeur peut être donnée à la gastronomie des régions ?

Comment pouvons-nous mettre en œuvre de nouvelles stratégies à cet égard ?



## PRODUCTION DE PROXIMITÉ ET APPELLATIONS D'ORIGINE

JEUDI, 27 OCTOBRE 2022 17:00 H

### OBJECTIF

Reconnaître l'importance et les avantages de la production de proximité ainsi que des appellations d'origine. Exposer comment les gouvernements intermédiaires peuvent profiter aux régions grâce à ces concepts.

### CONCEPTUALISATION

Lorsque nous parlons de production de proximité ou d'appellations d'origine, nous faisons référence à deux concepts clés pour les régions de chaque pays. Les gouvernements régionaux peuvent en tirer parti au profit des territoires et de leurs populations respectives.

Lorsqu'on se réfère à la production de proximité, c'est-à-dire l'élaboration de produits dans des territoires proches de leur destination de consommation, on peut constater grâce aux expériences passées des régions, qu'il s'agit d'une production plus juste, puisqu'avec elle certains obstacles que les régions ont généralement lorsqu'il s'agit de consommer certains produits.

Consommer des produits locaux réduit considérablement les surcoûts liés au transport, aux lignes de production, aux emballages, etc., de sorte que ce que vaut vraiment le produit est payé. La dévalorisation des produits de la grande distribution se fait généralement au détriment de la culture de masse (produisant un fort impact environnemental) et/ou de la réduction des coûts de main-d'œuvre. De cette manière, en réduisant le transport longue distance et ses dérivés d'emballage, les émissions de CO2 et les déchets qu'ils produisent sont réduits, ce qui rend la production plus durable.

Comme autre avantage pour nos régions, nous pouvons mettre en valeur les sources de travail qui sont produites sur le territoire. En consommant un produit fabriqué dans l'environnement immédiat, nous contribuons au maintien de petites productions. Elle privilégie les petits milieux ruraux pour ne pas dépendre des grands centres urbains.

La production de proximité est très importante pour la croissance des régions, c'est pourquoi la Déclaration de Dakar<sup>3</sup> (2010) a abordé des points qui ont favorisé les marchés de proximité et favoriser les investissements de proximité, qui ont été repris lors du II Sommet de Medellín 2012, au cours duquel les 30 pays participants se sont engagés à créer un système pour garantir l'accès à une alimentation de qualité, le soi-disant "Système Alimentaire Territorial" afin d'atteindre ces objectifs.



À son tour, nous avons l'existence d'appellations d'origine, qui nous aident à protéger les produits originaires des régions, certifiant qu'ils ont un signe distinctif de qualité fourni par les facteurs naturels et humains de la zone où ils ont été fabriqués.

L'existence effective de ce lien est essentielle pour justifier les avantages importants associés à la reconnaissance d'un droit exclusif de la région. De nombreux avantages peuvent être identifiés dans la protection des DO, cela renforcera la position des producteurs locaux sur un marché de plus en plus concurrentiel grâce à la mondialisation et aux processus d'intégration des pays par le biais du commerce international. Elle permet de tirer parti des ressources locales et de faire du territoire lui-même un attribut, favorisant ainsi à la fois le développement économique régional et la conservation des éléments culturels ancestraux qui font l'identité de la région.

Les gouvernements régionaux doivent promouvoir à la fois la production de proximité et les appellations d'origine pour encourager le développement des régions tout en les protégeant ainsi que leurs produits.

## QUESTIONS ET REQUÊTES

Comment fonctionne la production de proximité et pourquoi est-elle bénéfique pour les territoires? Pourquoi devrions-nous protéger les produits avec des appellations d'origine ? Quelle est l'importance de les mettre en pratique ensemble ?

Quel rôle les gouvernements jouent-ils/ont-ils joué dans différentes parties du monde ? Ont-ils encouragé les régions à travers ces concepts ?



## ÉVITER LE GASPILLAGE ALIMENTAIRE

JEUDI, 27 OCTOBRE 2022 18:00 H

### OBJECTIF

Selon la Commission européenne, plus de 1,3 milliard de tonnes de denrées alimentaires sont gaspillées chaque année dans le monde, soit un tiers de la production mondiale. Gaspiller et jeter des aliments qui ont encore une valeur nutritive, nourriture qui est endommagée ou périmé dans le réfrigérateur ou dans le garde-manger et nous n'avons pas pu consommer... Tout cela, en fin de compte, représente entre 30 et 50% des aliments comestibles, qui deviennent des déchets dans l'un des maillons de la chaîne alimentaire. Les coûts de ce gaspillage ne sont absolument pas négligeables : la production et l'élimination des déchets alimentaires dans l'Union européenne représentent une émission de 170 millions de tonnes de CO<sub>2</sub>, soit 143 milliards d'euros (2012). Ainsi, éviter le gaspillage alimentaire est une question très importante. Cet espace vise à fournir des outils aux gouvernements régionaux sur la façon d'éviter le gaspillage alimentaire en partageant les bonnes pratiques et en discutant avec des experts et des experts sur le sujet.

### CONCEPTUALISATION

Le gaspillage alimentaire est un problème qui touche l'ensemble des pays. Ce sont toutefois les sociétés les plus vulnérables qui en subissent le plus les conséquences. La Commission européenne a établi que plus de 1,3 milliard de tonnes de denrées alimentaires sont rejetées chaque année, ce qui représente un tiers de la production alimentaire mondiale. Une part importante des déchets alimentaires est produite dans les pays les plus développés, ce qui montre clairement et en détail les inégalités qui existent au niveau international. En moyenne, 40 % des aliments sains et comestibles sont rejetés par les ménages.

Il est important de tenir compte de la différence faite par la FAO entre perte et gaspillage alimentaire. D'une part, la perte résulte d'un fonctionnement inefficace de la chaîne alimentaire, d'autre part, le gaspillage est lié aux mauvaises habitudes de consommation et d'achat.

Ainsi, les aliments sont gaspillés à différents points de la chaîne d'approvisionnement, de la production primaire à la vente et à la commercialisation dans les différentes chaînes de supermarchés. On constate également que les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure sont ceux qui gaspillent le plus de denrées alimentaires au stade de la consommation. Cette situation est principalement due au comportement propre des consommateurs et à un manque de coordination entre les différents acteurs chargés de la commercialisation.



En revanche, dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, le gaspillage de denrées alimentaires se produit essentiellement aux premiers stades de la production. Les raisons en sont principalement des contraintes techniques et financières sur les récoltes.

Ainsi, pour comprendre pleinement le gaspillage alimentaire, il est essentiel de prendre en compte différentes variables, notamment le gaspillage dans la production, le gaspillage dans la vente et le gaspillage dans la consommation.

En conclusion, aborder la problématique du gaspillage alimentaire par la communication et la transmission des bonnes pratiques en la matière est une question fondamentale qui doit être abordée. Sur une planète aux ressources naturelles limitées, aux inégalités mondiales élevées, aux niveaux élevés de pauvreté et de famine dans les pays à faible revenu, des solutions efficaces doivent être trouvées pour consolider une production suffisante et de qualité pour tous les habitants.

Les gouvernements régionaux, avec une incidence possible, tant sur la production que sur la consommation, peuvent jouer un rôle fondamental pour éviter le gaspillage. Elles peuvent surtout jouer un rôle fondamental dans la sensibilisation et l'éducation des citoyens à cette situation.

## QUESTIONS ET REQUÊTES

Quelle est la situation du gaspillage alimentaire dans votre région?

Quelles mesures sont prises à cet égard?

Quelles sont les bonnes pratiques dans la région?

Quelle importance accordez-vous au gaspillage alimentaire dans votre région ?



## LE RÔLE DES COMMUNAUTÉS INDIGÈNES, PAYSANNES ET ORIGINAIRES

JEUDI, 27 OCTOBRE 2022 18:00 H

### OBJECTIF

Rendre visible le rôle des communautés autochtones pour assurer la sécurité alimentaire, connaître leurs pratiques et en tirer des enseignements. Le niveau régional peut protéger leurs systèmes alimentaires et éventuellement les articuler avec le système alimentaire de la région. En tout état de cause, une vision régionaliste doit respecter pleinement ce système ancestral, y compris comme forme de protection de tout un système culturel.

### CONCEPTUALISATION

Pour les communautés autochtones, la nourriture est plus qu'une simple action biologique. Elle comporte des dimensions et des valeurs nutritionnelles, médicinales, curatives, spirituelles, sociales, culturelles, relationnelles et émotionnelles. Ainsi, « l'alimentation est une expression des liens qui existent entre les peuples autochtones, leurs terres ancestrales et le monde spirituel.

Les systèmes alimentaires des communautés autochtones reposent traditionnellement sur l'autosuffisance et l'orientation vers les moyens de subsistance. Les systèmes alimentaires des peuples autochtones produisent et génèrent des aliments à grande échelle, mais pas à des fins commerciales. Les aliments sont également produits, cultivés et récoltés pour la consommation familiale et communautaire.

Un élément fondamental pour comprendre le rôle des peuples autochtones dans la sécurité alimentaire est la gestion territoriale. Le territoire est où se manifestent les mondes spirituel et matériel. Cette gestion territoriale comprend généralement des pratiques mobiles telles que la culture itinérante, la pêche et la chasse. Ses pratiques de gestion territoriale permettent de maintenir la biodiversité, les ressources naturelles et l'abondance alimentaire dans les écosystèmes terrestres et aquatiques.

Les systèmes alimentaires des peuples autochtones sont efficaces en termes d'utilisation des ressources, en évitant le gaspillage, mais en favorisant la circulation des ressources. Ainsi, ils font un usage très prudent des aliments et d'autres ressources, avec une production de déchets nulle ou minimale. Tous les matériaux utilisés ont tendance à être entièrement utilisés et recyclés localement. De même, les communautés autochtones tiennent compte des générations futures lorsqu'elles donnent et prennent en charge des ressources naturelles.



Les connaissances traditionnelles des peuples autochtones constituent une partie importante de leur système alimentaire. La gestion du territoire et des ressources naturelles repose sur les systèmes de connaissances et le savoir-faire des peuples autochtones.

Les systèmes alimentaires des communautés autochtones favorisent une distribution équitable de la nourriture, des ressources et du pouvoir. Cela est dû principalement au fait que la production et la production de denrées alimentaires par les systèmes alimentaires sont localisées, basées sur la communauté et liées à leurs terres ancestrales.

### QUESTIONS ET REQUÊTES

Dans la région, comment les communautés autochtones contribuent-elles à la sécurité alimentaire?

Comment les régions peuvent-elles intégrer les systèmes alimentaires des peuples autochtones?

Comment se concrétise la relation entre les communautés autochtones et le gouvernement dans votre région? Existe-t-il des voies de dialogue et/ou de participation?



## LE TRAVAIL DES FEMMES POUR ASSURER LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

JEUDI, 27 OCTOBRE 2022 18:00 H

### OBJECTIF

Rendre visible le rôle joué par les femmes en matière de sécurité alimentaire.

### CONCEPTUALISATION

La Déclaration du Sommet mondial de l'alimentation de 1996 reconnaît la nécessité d'une participation équitable entre les hommes et les femmes pour parvenir à la sécurité alimentaire dans le monde. De cette manière, il vise à garantir l'équité entre les sexes et à soutenir le plein exercice des femmes.

En ce qui concerne la production alimentaire, les femmes jouent un rôle fondamental en se consacrant à l'agriculture de subsistance dans les zones rurales, étant responsables d'une grande partie des activités liées à la transformation, la conservation et la commercialisation des produits agricoles.

D'autre part, la préservation de la biodiversité et des ressources naturelles est un facteur essentiel en matière de sécurité alimentaire. Au fil du temps, les femmes ont acquis des connaissances essentielles et uniques sur les valeurs et les usages des espèces et des écosystèmes locaux, qui déterminent leur rôle dans la préservation des ressources naturelles.

De même, l'état nutritionnel des familles est un facteur important quand on parle de sécurité alimentaire. Ainsi, dans la plupart des pays, les femmes ont généralement la responsabilité exclusive de la nutrition familiale et de la fourniture des ressources essentielles pour atteindre un état nutritionnel familial adéquat.

Bien que les femmes soient les principales productrices de nourriture et qu'elles soient responsables de la transformation et de la conservation des produits alimentaires et de l'état nutritionnel de la famille, elles se heurtent à d'énormes obstacles pour pouvoir mener à bien ces tâches.

C'est ainsi que la discussion sur le rôle des femmes dans la sécurité alimentaire devrait s'articuler autour de la réduction de ces écarts et parvenir à une véritable inclusion sociale des femmes dans ce domaine. L'une des principales stratégies pour lutter contre cette réalité est l'intégration de l'agenda du genre dans les différentes politiques publiques menées par les régions.



Divers gouvernements régionaux ont joué un rôle très actif en encourageant et en soutenant les groupes de femmes à s'autonomiser en tant que chefs d'exploitations ou d'espaces de commercialisation. Dans les territoires fragiles du point de vue alimentaire, ces actions créent des nœuds très importants pour garantir la sécurité alimentaire.

## QUESTIONS ET REQUÊTES

Quel rôle jouent les femmes dans la production alimentaire dans votre région ?

Existe-t-il des mécanismes pour rendre visible le travail des femmes dans la sécurité alimentaire ?

Existe-t-il des canaux de participation politique pour les femmes qui se consacrent à la production alimentaire ?

L'agenda du genre est-il intégré dans les politiques publiques ?



## DU MARCHÉ À LA TABLE. DU PRODUCTEUR AU CONSOMMATEUR

VENDREDI 28 OCTOBRE 2022 9:30 H

### OBJECTIF

Réfléchir à l'importance d'améliorer les processus des chaînes de valeur des produits alimentaires, en réduisant l'écart entre le producteur et le consommateur, en offrant aux deux de plus grands avantages. Identifier les pratiques et les initiatives réussies concernant le problème. Créer des stratégies pour les adapter et les télécharger au niveau régional et local, en tenant compte des conditions et du contexte de chaque territoire spécifique.

### CONCEPTUALISATION

Il est clair que les systèmes alimentaires sont confrontés à une transformation profonde. Les formes traditionnelles de production et de commercialisation des aliments ont eu un impact majeur sur les écosystèmes mondiaux. Actuellement, 29 % des émissions de gaz à effet de serre proviennent de la chaîne d'approvisionnement qui transporte les aliments de la ferme à la table. Ainsi, certains systèmes alimentaires peuvent finir par représenter une menace très réelle pour la vie. Par conséquent, il est nécessaire de penser et de créer des stratégies qui peuvent améliorer de toute urgence cette situation.

Avec l'augmentation de la concentration de la population dans les centres urbains, l'intensification de l'agriculture et la mise à l'échelle de la production, le système agroalimentaire actuel s'est façonné, ce qui, en raison du nombre de maillons et d'acteurs de la chaîne agroalimentaire, a conduit à une distance entre producteurs et consommateurs, ainsi qu'une asymétrie dans la répartition de leurs bénéfices respectifs. D'autres acteurs apparaissent au milieu, complexifiant et allongeant la chaîne, ce qui conduit les producteurs à se focaliser sur la réduction de leurs coûts, négligeant l'importance de développer les attributs de valeur et de qualité de leur production.

L'ORU Fogar affirme que pour résoudre ce problème, il est essentiel de mettre l'accent sur la prospérité rurale et met donc en garde contre l'importance d'investir davantage dans les exploitations agricoles rurales et dans les petites et moyennes entreprises locales, car elles peuvent contribuer à créer des systèmes alimentaires plus inclusifs, équitables et durables. Cela nous amène à un autre point important, à savoir que les petits agriculteurs des pays en développement, qui cultivent un tiers de la nourriture consommée dans le monde, reçoivent des salaires décentes.



Une façon de résoudre ce problème consiste à créer des marchés inclusifs qui facilitent l'accès aux producteurs et aux consommateurs, en particulier les petits producteurs et les groupes de consommateurs vulnérables, afin de combler le fossé entre les deux et de promouvoir ainsi le bien-être, l'emploi et l'offre de biens et de services abordables.

En ce sens, on peut souligner l'initiative de la FAO : les CAC (Circuits Alimentaires Courts), qui sont des alternatives de marché qui impliquent une proximité géographique, organisationnelle et sociale entre producteurs et consommateurs, caractérisées par une intermédiation minimale dans leurs échanges. Les CAC offrent des produits cultivés et élevés selon des pratiques agricoles durables.

Comme les CAC, il est nécessaire de proposer de nouvelles alternatives qui apportent des solutions qui impactent les secteurs productifs et alimentaires et la durabilité des pratiques agricoles et l'environnement. La valeur de la nourriture doit également être comprise comme bien plus qu'une simple marchandise. C'est un droit des personnes qui doit être respecté, en améliorant les processus de production et de distribution depuis le premier maillon de la chaîne de valeur jusqu'à ce que le produit atteigne la table du consommateur.

## QUESTIONS ET REQUÊTES

Quelle est la situation actuelle de la production alimentaire dans chaque région ?

Quelles sont les mesures prises à cet égard ? Quels résultats ont-ils eu ?

Quelles stratégies peut-on proposer pour améliorer la situation ?

## SÉCURITÉ ALIMENTAIRE OU SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE ?

VENDREDI 28 OCTOBRE 2022 11:00 H

### OBJECTIF

Renforcer le dialogue entre les différents acteurs pour parvenir à la sécurité de l'eau aux niveaux local, national, régional et mondial, en revendiquant un rôle de planification pour les gouvernements régionaux. Proposer et façonner des stratégies de coopération pour parvenir à une gestion intégrée des ressources en eau. Développer les capacités institutionnelles et humaines en matière de durabilité de l'eau.

### CONCEPTUALISATION

L'eau est la substance la plus abondante qui existe sur Terre et est le principal constituant de tous les êtres vivants. C'est un facteur décisif dans la climatisation de la planète pour l'existence humaine et la formation des paysages. C'est un bien essentiel à la vie et au développement économique et social des nations.

Cependant, un plus grand degré de collaboration et de coordination entre les citoyens, les secteurs économiques et les institutions est de plus en plus nécessaire pour faire un usage durable de cette ressource et éviter les problèmes et les conflits. En ce sens, l'eau est le fil conducteur qui relie tous les Objectifs de Développement Durable, d'où l'importance du concept de sécurité hydrique.

La sécurité de l'eau est la disponibilité fiable d'une quantité et d'une qualité acceptables d'eau pour la santé, les moyens de subsistance et la production, ainsi qu'un niveau acceptable de risques liés à l'eau.

Cela est de plus en plus complexe et urgent en raison de l'augmentation de la population au cours des dernières décennies, de la concentration dans les villes, de la dégradation de la qualité de l'eau, des changements dans l'utilisation des terres et de l'impact croissant des inondations, des sécheresses et d'autres effets hydrologiques liés au changement climatique. Des situations qui nécessitent d'identifier des réponses viables pour trouver des solutions durables dans le futur.

Le changement climatique représente un défi de taille pour les populations qui en ressentent déjà les effets. Au cours des 40 prochaines années, environ 800 000 personnes migreront chaque semaine vers les villes du monde entier. La croissance démographique et l'urbanisation rapide créeront de nouvelles pressions sur les ressources en eau et auront un impact énorme sur l'environnement naturel. La détérioration des infrastructures hydrauliques dans de nombreuses régions du monde affectera la santé publique et l'environnement.

Face à ces défis, une bonne gestion de l'eau douce est essentielle. L'investissement dans ce domaine deviendra un facteur d'union pour promouvoir des territoires plus sains et plus prospères. Et garantir l'accès à l'eau pour tous sera une politique fondamentale pour les populations démunies. La sécurité de l'eau nécessitera des financements comme jamais auparavant. L'efficacité sera fondamentale : éviter les pertes et les fuites, tirer parti des eaux de pluie, recycler les eaux usées, construire des usines de dessalement. Aussi important que le financement, il s'agira de reconnaître le rôle des gouvernements territoriaux dans cette gestion. Partout dans le monde, les gouvernements municipaux ont un rôle reconnu, tant dans l'approvisionnement en eau des habitations que dans l'évacuation des eaux usées. Dans de nombreux pays, cependant, la planification et la gestion des ressources restent extrêmement centralisées, ce qui les rend souvent très inefficaces. La menace qui plane sur de nombreux pays devrait être l'opportunité de repenser la répartition des compétences dans le domaine de la gestion de l'eau, afin que les gouvernements régionaux assument un rôle moteur. Ce sont eux, finalement, qui, avec une connaissance précise de leur territoire, savent où sont les ressources et où sont les besoins en eau.

Ainsi, pour atteindre la sécurité en eau, une approche multidimensionnelle et interdisciplinaire est essentielle, ceci est possible à travers la Gestion Intégrée des Ressources en Eau. Son objectif est d'atteindre un équilibre nécessaire, entendu comme l'équilibre entre la disponibilité de l'eau, source de subsistance pour les êtres humains et la nature, et la protection et la conservation de la ressource pour soutenir ses fonctions.

Cet équilibre est possible si l'on considère que les différents usages de l'eau sont interdépendants et doivent donc être gérés simultanément, conjointement. Reconnaître l'eau comme un bien social, économique et environnemental. Ainsi, il peut être géré de manière intégrée, par un ensemble d'acteurs clés, évaluant leur influence et leurs intérêts particuliers pour parvenir à un consensus. La gestion intégrée est devenue un outil essentiel pour pouvoir faire de l'art de l'adaptation au changement climatique une clé pour atteindre ou améliorer la sécurité en eau et pour que cela soit le déclencheur de la réalisation des ODD que l'Agenda 2030 nous indique. Ainsi, l'avenir, complexe et changeant, sera géré par une Gestion Intégrée efficace, équitable et durable, dans laquelle les territoires seront la clé.

Au-delà de la gestion, une approche globale de l'eau appelle une action respectueuse du territoire et de l'environnement, permettant de restaurer les cycles naturels de l'eau. La restauration des écosystèmes sera essentielle, tout comme les politiques appropriées tant pour le reboisement que pour la mise en œuvre d'une pratique agricole intégrée et respectueuse de l'environnement.

Sur cette question, de nombreux gouvernements régionaux ont déjà des actions très remarquables. "L'ensemencement d'eau" est une politique très réussie, surtout en Amérique latine et -particulièrement- dans les Andes.

### QUESTIONS ET REQUÊTES

Quelle est la situation actuelle de l'eau dans la région ?

Des initiatives sont-elles mises en œuvre pour assurer la sécurité de l'eau ?

Si oui, ont-ils réussi ? Quels sont ceux qui peuvent être adaptés et reproduits ?

Quelles initiatives, actions, stratégies peuvent être proposées pour démarrer la mise en œuvre de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau ? Quel devrait être le rôle du gouvernement régional dans la gestion de l'eau ? Lequel du gouvernement national ?

Quels acteurs doivent dialoguer et coopérer à cet égard ? Comment les gouvernements municipaux et les gouvernements régionaux s'articulent-ils ?

## ¿SÉCURITÉ ALIMENTAIRE OU SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE ?

VENDREDI 28 OCTOBRE 2022 16:00 H

### OBJECTIF

Sensibiliser à l'importance de la souveraineté alimentaire pour les différentes régions et sa complémentarité avec la notion de sécurité alimentaire. Consolider les réseaux de coopération entre les acteurs régionaux, locaux et nationaux pour atteindre la souveraineté et la sécurité alimentaires.

### CONCEPTUALISATION

Ces dernières années, la notion de sécurité alimentaire a été en vogue, suite à ce qui a été proposé par la FAO, il est possible de parler de sécurité alimentaire lorsque toutes les personnes ont accès à la nourriture pour satisfaire leurs besoins nutritionnels et leur afin de mener une vie active et en bonne santé. Cette approche reconnaît l'accès à la nourriture comme un problème central et affirme la nécessité de promouvoir des politiques publiques redistributives, d'articuler la production alimentaire avec la nutrition et de mettre en œuvre des propositions de protection sociale pour faire face aux crises temporaires.

D'autre part, la souveraineté alimentaire est conceptualisée comme le droit des peuples à une alimentation nutritive et culturellement appropriée, accessible, produite de manière durable et écologique, et leur droit de décider de leur propre système alimentaire et de production. De cette manière, la pratique place les sujets qui produisent, distribuent et consomment des aliments dans les systèmes et politiques alimentaires, au-dessus des exigences des marchés et des entreprises.

De cette manière, la souveraineté alimentaire, en tant que pratique, accorde une priorité particulière aux économies locales et aux marchés locaux et nationaux, accordant l'essentiel du pouvoir au secteur paysan et à l'agriculture familiale, et place la production, la distribution et la consommation alimentaires sur la base de facteurs environnementaux, durabilité sociale et économique. De cette manière, il cherche à garantir que les droits d'accès et de gestion de la terre, des territoires, des eaux, des semences, du bétail et de la biodiversité, soient entre les mains de ceux qui produisent des aliments.

Ce concept est pertinent pour atteindre l'objectif 2 des ODD « Faim Zéro ». Le concept de souveraineté alimentaire ne s'oppose pas à celui de sécurité alimentaire, mais présente une certaine complémentarité avec celui-ci, puisqu'il ne se focalise pas exclusivement sur les politiques alimentaires, mais cherche plutôt à visualiser l'ensemble du système alimentaire.

En renforçant la souveraineté alimentaire de manière articulée avec les acteurs nationaux et locaux, ils développent des initiatives au sein de leurs territoires. Ainsi, la relation entre souveraineté et sécurité alimentaire doit être prise en compte par les gouvernements intermédiaires dans la construction des politiques publiques, qui parviennent à mobiliser les capacités des acteurs locaux et nationaux pour garantir le droit humain à l'alimentation.

### QUESTIONS ET REQUÊTES

Comment passer des déclarations d'intentions aux plans d'actions avec priorités et ressources affectées ? Ce Sommet pourrait représenter une étape substantielle dans ce sens, y compris la possibilité de constituer ou de renforcer des réseaux et des plates-formes, de renforcer les mécanismes de coopération Sud-Sud et de nouveaux types d'alliances. Quelles recommandations découlent à cet égard ?

Quels types de capacités sont nécessaires pour soutenir des processus de sécurité et de souveraineté alimentaires qui sont intrinsèquement liés à la viabilité de systèmes de production durables, à des formes de consommation plus saines et à la gouvernance territoriale ? Comment et avec quels alliés ces capacités peuvent-elles être systématiquement développées ?